

Réponse à la question de la sénatrice Amina Gerba sur ce que le gouvernement du Canada peut faire pour soutenir les efforts de la Banque canadienne de grains afin d'aider les personnes sur le continent africain à se nourrir.

- Nous reconnaissons que le changement climatique est un important facteur de l'insécurité alimentaire. Par conséquent, dans le prochain ensemble de mesures de financement international qui sera consacré à la lutte contre le changement climatique de 2026 à 2031, nous demandons au gouvernement du Canada de verser un financement accru aux petits producteurs alimentaires de l'Afrique et du reste de l'hémisphère sud pour les aider à adapter leurs activités au changement climatique, dans le but précis de renforcer la résilience des systèmes agroalimentaires. Nous savons que deux domaines liés à la résilience des systèmes agroalimentaires ont été pris en compte dans l'ensemble de mesures actuel, à savoir « l'agriculture et les systèmes alimentaires climato-intelligents » et « la biodiversité et les solutions fondées sur la nature », mais l'on n'a pas précisé de cible de financement ni d'obligations de divulgation sur la répartition des fonds. Nous aimerions que le gouvernement consacre davantage de fonds au renforcement de la résilience des systèmes agroalimentaire *et aussi* qu'il se fixe un objectif précis dont il fera rapport pour assurer le suivi des progrès accomplis.
- Nous reconnaissons aussi que les femmes en Afrique sont les premières à souffrir de l'insécurité alimentaire, car c'est surtout à elles que revient la responsabilité de préparer les repas pour nourrir leur famille. Par conséquent, nous demandons au gouvernement du Canada d'investir davantage dans des systèmes alimentaires résilients qui tiennent compte de la dimension du sexe afin que les femmes puissent être plus productives. Ces investissements devraient être intégrés au budget d'aide croissant que le gouvernement s'est engagé à utiliser d'ici 2030, afin de ne pas pénaliser d'autres secteurs importants comme les soins de santé, l'aide humanitaire ou l'éducation.
- Le Canada doit faire preuve de leadership et verser sa juste part du financement international consacré à la lutte contre le changement climatique, de préférence sous forme de subventions plutôt que de prêts, pour apporter un véritable soutien à l'Afrique. Beaucoup de pays dans cette région subissent de plein fouet les répercussions d'une crise climatique à laquelle ils ont peu contribué. Le choix d'accorder des subventions plutôt que des prêts évite d'alourdir le fardeau de la dette et permet aux pays de s'adapter aux défis du changement climatique et de bâtir des systèmes résilients. Le Canada doit aussi appuyer énergiquement les mesures de financement en cas de pertes et de dommages qui permettent aux collectivités vulnérables de se rétablir des catastrophes climatiques. Une contribution juste et utile au financement pour le climat est plus qu'une question de responsabilité morale : c'est aussi une question d'équité mondiale et un geste essentiel pour bâtir un avenir durable.